

# L'économie polynésienne en 2009 : des fondamentaux fragilisés

## SYNTHESE

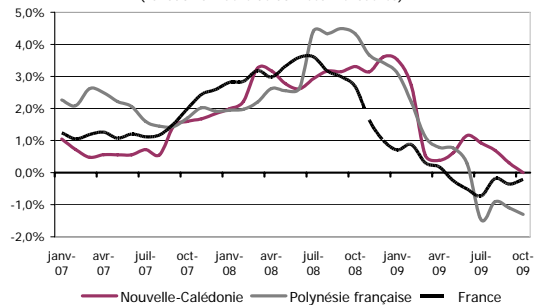
Après une année 2008 caractérisée par une nette inflexion des performances économiques polynésiennes, l'année 2009 traduit un défaut de confiance généralisé des agents économiques accentué par une conjoncture mondiale peu propice et un climat politique local perturbé. En dépit du plan de relance mis en œuvre par le gouvernement polynésien, les moteurs traditionnels de l'économie n'ont pas permis de retrouver le chemin de la croissance : l'investissement des entreprises est en berne, tandis que la consommation des ménages s'inscrit en net repli, en dépit d'une baisse des prix, mais dans un contexte de hausse du chômage. Le niveau du climat des affaires est resté bien en deçà de sa moyenne de longue période, même s'il s'est légèrement infléchi depuis le second trimestre et l'activité des secteurs tournés vers l'exportation s'est avérée globalement atone.

## DES INDICATEURS MACROECONOMIQUES GLOBALEMENT EN BERNE

### Une contraction générale des prix

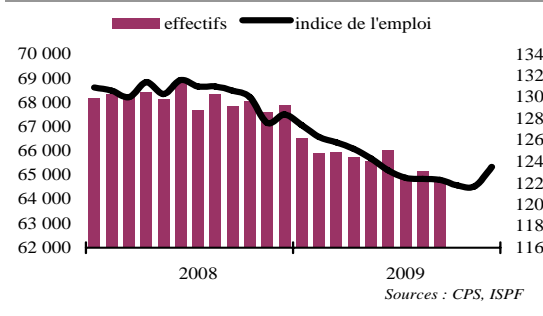
Les prix ont suivi le mouvement à la baisse enregistré pour la France entière, mais en l'accroissant sous l'effet de la faiblesse de la conjoncture économique : après +3,4 % en 2008, le taux d'inflation s'affichait à -0,8 % en glissement annuel au 31 décembre 2009 contre +0,2 % en Nouvelle-Calédonie et +0,9 % au plan national. Cette contraction des prix en Polynésie française résulte en majeure partie de la baisse marquée des prix des produits manufacturés (-1,8 %) - dont l'énergie (-4,6 %) et, dans une moindre mesure, de celle des services (-0,6 %). En moyenne annuelle, la hausse des prix a atteint +0,1 % contre +3,2 % en 2008.

Evolution de l'indice des prix à la consommation  
(variation annuelle de données mensuelles)



### Une nette dégradation du marché de l'emploi

#### Evolution de l'emploi salarié



Déjà défavorablement orientés en 2008 (-2,6 %), les effectifs salariés déclarés à la CPS affichaient une baisse de 4,6 % en septembre 2009 (derniers chiffres disponibles). Ce sont près de 3 100 emplois qui ont été détruits sur les neuf premiers mois de l'année 2009, en dépit des aides au maintien de l'emploi mises en œuvre par le gouvernement polynésien dans le cadre du plan de relance. Si l'ensemble des secteurs a été touché, les plus fortes contractions d'effectifs ont surtout concerné les secteurs de la construction (-769 emplois), l'hôtellerie (-678 emplois) ainsi que la pêche et la perliculture (-447 emplois).

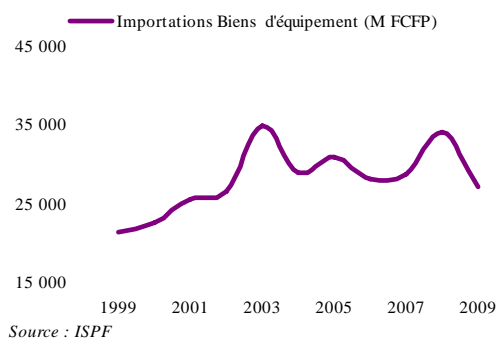
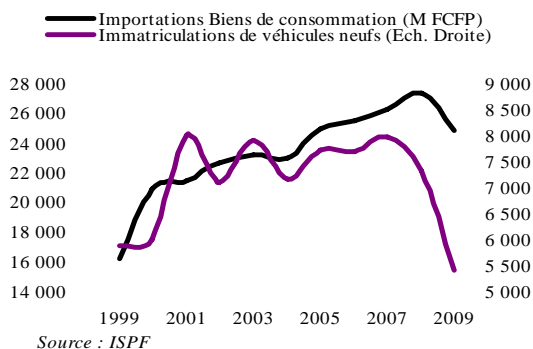
Les estimations révèlent une légère amélioration du marché du travail sur les deux derniers mois de l'année<sup>2</sup>. Ce redressement n'aura cependant pas été en mesure de renverser la tendance globale, comme en témoigne l'indice de l'emploi salarié élaboré par l'ISPF qui accusait une baisse de 3,8 % sur un an en décembre 2009.

### Une consommation des ménages atone et un investissement en demi-teinte...

En lien avec la fragilisation de leur situation financière découlant des pertes d'emploi et malgré la tendance fortement baissière des prix, la consommation des ménages est apparue très modérée voire en panne en 2009. Les importations de biens de consommation et de produits de l'automobile ont accusé des replis respectifs de 9,3 % et 22,9 % et les immatriculations cumulées de véhicules neufs se sont repliées de 26 % sur l'année 2009 pour atteindre leur plus faible niveau enregistré depuis 1997.

<sup>1</sup> Ce haut niveau d'inflation tient aux fortes augmentations du prix du baril de pétrole enregistrées dès 2007 sur le marché mondial et répercutées mi-2008 en Polynésie française.

<sup>2</sup> Sur le seul mois de décembre, l'indice de l'emploi salarié enregistrait une progression de 1,5% liée pour l'essentiel à la reprise des embauches à durée déterminée, pour absorber un léger redémarrage d'activité, dans le secteur de la construction et le secteur de l'hôtellerie-restauration.



NB : les années 2002, 2003 et 2005 ont été corrigées des importations d'Airbus

Parallèlement, l'investissement a connu une évolution contrastée. Si celui des ménages a été dynamisé par les dispositifs d'aides à l'habitat mis en œuvre par le gouvernement polynésien, l'attentisme, l'aggravation des tensions de trésorerie et la reconduction tardive des mesures locales de défiscalisation ont lourdement pesé sur l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, les crédits à l'habitat des ménages ont progressé de 5 % en moyenne (après 6 % en 2008) tandis que les importations de biens d'équipement se sont repliées de plus de 20 % sur un an. L'investissement privé n'a donc pu servir de relais à la commande publique qui s'était déjà avérée peu dynamique en 2008. Le plan de relance de l'économie, fondé sur le lancement de grands travaux et le soutien aux secteurs en difficulté, a tardé à produire ses effets. Ce n'est que l'accélération des commissions d'appels d'offres ou encore la finalisation et le lancement de quelques chantiers (à l'instar de la Gare Maritime) au second semestre qui ont permis aux dépenses liquidées par la direction de l'équipement et l'aviation civile de progresser de respectivement +34 % et +24 % sur un an, progressions à rapprocher toutefois des niveaux relativement modestes observés en 2008.

**Une balance commerciale reflétant l'atonie de la demande intérieure et de l'activité**

En 2009, la faiblesse de l'activité économique en Polynésie française a conduit à une nette contraction des échanges commerciaux. Ces derniers enregistrent une baisse conjointe des exportations (12,5 Mds de F CFP, -23 %) et des importations (147 Mds FCFP ; -16 %). Dans ces conditions, le taux de couverture des importations par les exportations s'est inscrit en repli pour atteindre 8,5 % en 2009 contre 9,2 % en 2008. Dans le détail, la diminution des importations repose aux trois quarts sur la baisse des biens d'équipement, des biens intermédiaires et des produits énergétiques. Celle des exportations repose essentiellement sur la chute de la valeur des expéditions d'ouvrages en perles et de perles brutes (60 % du total des exportations) en raison de la chute des cours de la perle.

**UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE MOROSE QUI N'EPARGNE AUCUN SECTEUR**

**Evolution de l'indicateur du climat des affaires**



\* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEOM.

En dépit d'un léger rebond après le creux atteint au second trimestre 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA) est demeuré nettement en deçà de sa moyenne de longue période, traduisant un défaut de confiance généralisé de la part des professionnels du secteur marchand. Dans ce contexte, cette inversion de la courbe de tendance, ne permet pas encore de conclure à une réelle reprise de l'activité économique en 2009.

**Un secteur primaire pénalisé par les résultats de la perliculture**

Après une orientation défavorable en début d'année, l'activité de la pêche a enregistré une nette amélioration en fin d'année. Au total, entre 2008 et 2009, les expéditions à l'étranger de poissons ont quasiment doublé (+88 %). La filière vanille et le coprah ont également enregistré des résultats satisfaisants<sup>3</sup>. Cependant les volumes concernés demeurent modestes et les quelques résultats engrangés se sont avérés insuffisants pour enrayer les difficultés structurelles auxquelles doivent faire face ces branches d'activité. Par ailleurs, la situation préoccupante de la filière perlicole s'est confirmée. Au terme de l'année, les recettes d'exportation ont reculé de 19 %, en dépit d'une progression sensible des quantités exportées de 26 %. Ces évolutions doivent être rapprochées de la chute des cours de la perle (dont le prix au gramme a reculé de 60 % sur un an, à 500 F CFP le gramme) d'une part, de la suspension puis de la réactivation du DSPE<sup>4</sup> (qui a conduit à des effets d'aubaine<sup>5</sup> et à des surcroûts d'exportations<sup>6</sup>) d'autre part.

<sup>3</sup> Les exportations de vanille ont progressé de +20% sur un an tandis que la production de coprah, revenu de substitution à la perle dans l'archipel des Tuamotu Gambier, a augmenté de 9% par rapport à 2008.

<sup>4</sup> A l'origine d'un montant de 200 Fcfp par gramme exportée, cette taxe a été suspendue par le gouvernement polynésien en octobre 2008, décision annulée mi-2009 par le Conseil d'Etat et qui a abouti à la mise en place d'un Droit spécifique sur les perles importées (DSPE) allégé de 50 Fcfp par unité perlière exportée à compter d'août 2009.

<sup>5</sup> Les producteurs se détournant des ouvrages en perle au profit du commerce de perles brutes désormais détaxées.

<sup>6</sup> La réactivation du DSPE annoncée à compter du 1er Août pour finalement n'intervenir que le 1er décembre 2009, a eu pour conséquence d'entraîner de fortes expéditions de perles en juin/juillet et en novembre, ces dernières ayant été effectuées au détriment de la qualité du produit.

### Une activité commerciale affectée par les arbitrages des consommateurs

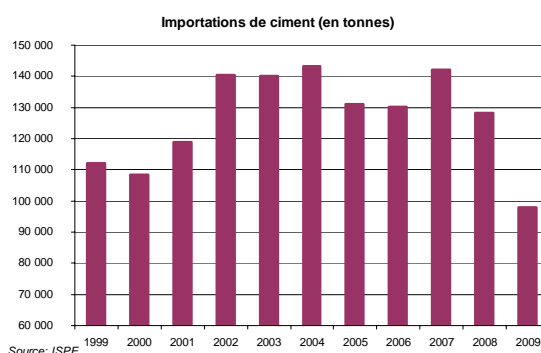
Tout au long de l'année 2009, les professionnels du secteur commercial ont déploré l'atonie du courant d'affaires, qui est demeuré nettement inférieur à sa moyenne de longue période, et une trésorerie tendue. En dépit des multiples campagnes de réductions de prix, le commerce aurait souffert du changement notable des habitudes de consommation des ménages (arbitrages financiers et/ou reports de consommation). Selon les dernières données disponibles, le chiffre d'affaires du commerce aurait diminué de 4 % environ au terme des neuf premiers mois de l'année. Malgré les fêtes de fin d'année, les premières tendances pour le quatrième trimestre ne laissent guère entrevoir de reprise significative dans ce secteur.

### Des résultats contrastés dans l'industrie

Les résultats de la branche industrielle dans son ensemble ont été soutenus par ceux de l'agroalimentaire : les exportations de produits alimentaires ont progressé de 7,1 % en 2009 tandis que la production d'huile de coprah augmentait de 23 % en l'espace d'un an. Les autres industries ont été, quant à elles, pénalisées par l'atonie de l'activité notamment du secteur de la construction.

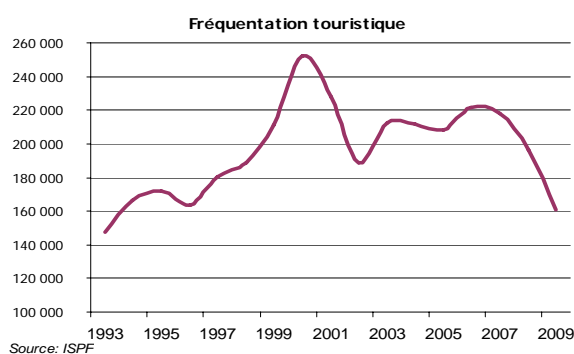
### Le bâtiment et les travaux publics en manque de visibilité

Le secteur du BTP aura souffert tout au long de l'année d'une absence de perspectives rassurantes sur l'évolution de son courant d'affaires. Si la branche des travaux publics a pu connaître un regain d'activité sur la fin de l'année avec le redémarrage de la commande publique, la branche bâtiment a nettement pâti d'un manque de chantiers d'ampleur lui permettant de disposer d'une visibilité à moyen en terme. Illustrant la perte de vitesse du secteur, les importations de ciment et de bois transformés ont chuté respectivement de 24 % et 20 % en volume sur l'année.



### Le tourisme toujours en proie aux difficultés

Après une année 2008 défavorablement orientée et en dépit des multiples actions promotionnelles des professionnels du secteur, l'activité touristique en Polynésie accuse un bilan 2009 très en deçà de sa moyenne de longue période.



Au terme de l'année 2009, la Polynésie française a accueilli 160 447 touristes (-18,3 % sur un an), soit le plus faible niveau atteint depuis 1996. Cette baisse correspond à une perte sur un an de plus de 36 000 touristes qui a concerné l'ensemble des marchés émetteurs. Les plus fortes diminutions ont été observées sur le marché Nord américain qui représente environ un quart des touristes (-26,3 %), le marché européen – hors France – (-17 %) et le marché Australien (10 % de la baisse totale).

L'ensemble des segments touristiques ont été affectés par la contraction de l'activité. La croisière a accusé la chute la plus sensible sur un an (-30 %) ; la situation des hôtels internationaux s'avère délicate avec un taux d'occupation moyen en baisse de près de 7 points, à 46,5 %, malgré les incitations tarifaires offertes aux résidents ; la situation de la petite hôtellerie, confrontée à de fortes tensions de trésorerie, s'est également avérée peu satisfaisante

## UNE ACTIVITE BANCAIRE EN LIEN AVEC LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

Confrontée à la dégradation de la conjoncture économique et à une perte de confiance généralisée des agents économiques, l'activité des établissements de crédit a affiché un net tassement. Le rythme de croissance annuel de l'encours global des concours bancaires et celui des actifs financiers des agents économiques n'ont cessé de ralentir tout au long de l'année 2009. En raison de tensions de trésorerie persistantes, la période sous revue a également été marquée par une hausse sensible des créances douteuses.

### Relative stabilité des dépôts des agents économiques...

Le rythme annuel de croissance des actifs financiers des agents économiques a été atone en 2009 : leur encours progresse d'à peine 1,5 % sur un an pour atteindre 480 milliards de F CFP en 2009. Cette évolution résulte de mouvements différenciés selon les types de produits. La baisse de leur taux de rémunération a impacté négativement les comptes à terme (-36 %) au profit des comptes d'épargne à régime spécial (+69 %) et dans une moindre mesure des contrats d'assurance-vie (+22 %) et des comptes à vue (+9,4 %).

Les dépôts des ménages sont demeurés stables en 2009 (+0,4 % par rapport à 2008). Cette croissance très modérée illustre des situations de trésorerie difficiles, notamment au second semestre dans un contexte de dégradation prononcée du marché de l'emploi. A l'inverse, les dépôts des entreprises ont été favorablement orientés : +5,6 % en rythme annuel. Cette évolution est à rapprocher de celle des dépôts à vue des sociétés (+26 %). Par manque de visibilité sur l'évolution de leur activité, les entreprises disposant d'une assise financière plus solide ont, semble-t-il, privilégié des liquidités immédiates. Dans le même temps, les comptes à terme s'inscrivent en net repli sur un an (-14,6 %) certaines entreprises puisant dans ces placements faiblement rémunérés pour honorer leurs échéances bancaires ou celles liées à l'exploitation.

### ...tassement de la croissance des encours de crédits...

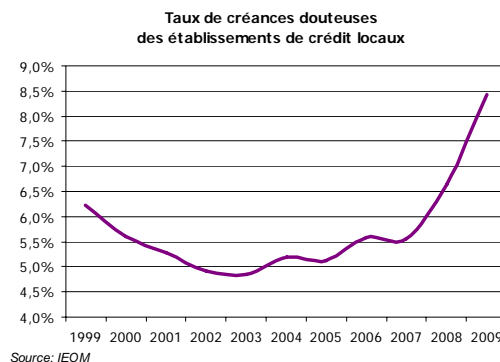
S'élevant à 545 milliards de F CFP en 2009, l'encours sain des crédits des établissements installés ou non localement s'est inscrit en hausse d'à peine 1 % sur l'année, un rythme beaucoup plus modéré qu'en 2008 (+7 %).

Bien qu'il n'ait cessé de s'essouffler au cours de l'année 2009<sup>7</sup>, l'encours de crédits aux ménages a atteint 269 milliards de F CFP, en hausse de 2 % sur l'année. Cette croissance repose essentiellement sur le dynamisme des crédits à l'habitat aux ménages (59 % de leur encours) qui ont progressé de 4,9 % à la faveur des effets des dispositifs de taux bonifiés mis en place par le gouvernement polynésien. Pour leur part, les crédits à la consommation ont subi un coup d'arrêt, leur encours s'inscrivant en retrait de 1,3 % en rythme annuel.

La morosité de l'activité économique et l'attentisme des chefs d'entreprise se sont traduits par une diminution de leurs demandes de financement bancaire. L'encours sain des crédits aux entreprises s'est ainsi établi à 177 milliards de F CFP, en net retrait par rapport à 2008 (-6 %). Dès lors, leur encours de crédits à l'équipement a fléchi de 6,5 % en 2009 de même que celui des crédits de trésorerie (-0,6 %).

### ... et progression sensible de la sinistralité

Dans le prolongement de la tendance engagée en fin d'année 2008, la qualité des risques des établissements de crédit locaux s'est une nouvelle fois dégradée en 2009. La place bancaire a ainsi assisté à une augmentation sensible et rapide des créances douteuses brutes. Tous agents confondus, ces dernières ont enregistré une progression de plus de 28 % sur un an à fin décembre 2009, situant leur taux à 8,4 % (contre 6 % deux ans plus tôt). Cette recrudescence de la sinistralité a touché dans un premier temps les entreprises puis, à compter du second semestre, la clientèle des particuliers. S'agissant des premières, ces mauvais résultats ont concerné l'ensemble des secteurs d'activité mais plus particulièrement le secteur primaire (notamment la perliculture), l'hôtellerie restauration, le BTP et, sur la fin de l'année, le commerce. Cette dégradation a concerné aussi bien les grandes que les petites entreprises.



### Baisse des résultats des établissements de crédit

Selon les premières estimations, le Produit net bancaire des établissements locaux devrait s'inscrire en baisse de l'ordre de 3 % en moyenne. En dépit d'une diminution du coût de la ressource, la contraction du volume de production de crédits aurait conduit à un effritement de la marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle ainsi que des commissions, à défaut d'un volume d'opérations significatif.

<sup>7</sup> Le rythme de croissance de l'encours sain atteignait +5,3 % en décembre 2008, +4,9 % en mars 2009, +3,9 % en juin 2009 et +2,3 % en septembre 2009.